

Binnen een termijn van zes maanden na de in het tweede lid bedoelde kennisgeving van de Regering kan het Parlement zich verzetten tegen het feit dat een wijziging van bijlage, zoals vermeld in het eerste lid, volkomen gevolg heeft.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 25 juni 2015.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Onderwijs, Cultuur en Kind,
Mevr; J. MILQUET

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen en Promotie van Brussel,
R. MADRANE

De Minister van Sport,
R. COLLIN

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
Mevr. I. SIMONIS

Nota

(1) *Zitting 2014-2015.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 120-1. — Verslag nr. 120-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 24 juni 2015.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/203254]

2 JUILLET 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers en ce qui concerne le régime transitoire applicable aux ressortissants des nouveaux Etats membres de l'Union européenne et en ce qui concerne l'accès au marché de l'emploi des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée dans un autre Etat membre

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, les articles 4, § 2, 7 et 8, § 1^{er} ;

Vu l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 mai 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 juin 2015;

Vu le rapport du 23 juillet 2015 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Considérant que l'arrêté royal du 9 juin 1999 tel que modifié par l'article 2 de l'arrêté royal du 24 juin 2013 prévoit une période transitoire en matière d'accès au marché de l'emploi applicable aux travailleurs croates suite à l'adhésion de leur Etat à l'Union européenne en date du 1^{er} juillet 2013, en application de l'article 18 (Annexe 5) de l'Acte relatif aux conditions d'adhésion à l'Union européenne de la République de Croatie et aux adaptations du Traité sur l'Union européenne, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et du traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique;

Considérant que des mesures restrictives pour une durée de deux ans ont été prises ayant comme but de restreindre l'accès au marché de l'emploi belge des ressortissants croates, et de leur famille restreinte, en instaurant à leur égard l'obligation de l'obtention d'une autorisation d'occupation et d'un permis de travail modèle B avant l'occupation par un employeur belge;

Considérant qu'on se trouve actuellement à la fin de la période de deux ans et que les Etats membres doivent faire savoir à la Commission européenne s'ils continuent d'appliquer ces mesures restrictives ou non et qu'à défaut d'une notification relative à la continuation des dispositions transitoires, le principe de libre circulation des travailleurs croates s'appliquera à partir du 1^{er} juillet 2015;

Considérant que le marché de l'emploi wallon n'a pas fait l'objet de perturbations comme cela pouvait être craint au moment de l'adhésion de la Croatie;

Que le maintien des dispositions transitoires au-delà du 30 juin 2015 ne se justifie nullement d'un point de vue économique, les mesures restrictives ne seront pas prolongées et les articles 38^{ter}, 38^{quater} et 38^{quinquies} de l'arrêté royal du 9 juin 1999 cessent d'être en vigueur au 30 juin 2015 comme le prévoit l'article 38^{sexies};

Vu l'urgence, motivée par les considérations suivantes :

Considérant que la fin des mesures transitoires pour les ressortissants croates entraînent par application de l'article 38*octies* de l'arrêté royal du 9 juin 1999, un impact sur la situation légale des ressortissants d'un Etat non-membre de l'Espace économique européen bénéficiant du statut de résidents de longue durée dans un autre Etat membre de l'Union européenne tombant sous l'application de la Directive 2003/109/CE du Conseil du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée;

Qu'en effet, en application de l'article 38*octies*, l'article 38*septies* du même arrêté cesserait d'être en vigueur en même temps que les articles 38*ter*, 38*quater* et 38*quinquies* relatifs aux dispositions transitoires pour les ressortissants croates;

Considérant que la directive précitée a comme objet de faciliter l'intégration des ressortissants des pays tiers installés durablement dans les pays européens en accordant sous certaines conditions le statut de résident de longue durée;

Considérant que la directive précitée prévoit dans son article 14 un droit de séjour dans un autre Etat membre avec comme possibilité, lorsque le résident de longue durée veut exercer une activité économique à titre salarié ou indépendant, d'examiner la situation du marché de travail avant de lui octroyer un permis de travail;

Considérant que l'article 38*septies* de l'arrêté royal du 9 juin 1999 dispose que par dérogation à l'article 8, il n'est pas tenu compte de la situation du marché de l'emploi pour l'octroi du permis de travail quand il s'agit de ressortissants d'un Etat non-membre de l'Espace économique européen bénéficiant du statut de résidents de longue durée dans un autre Etat membre de l'Union européenne, sur base de la directive précitée et pour autant que cette autorisation d'occupation concerne des professions reconnues, par l'autorité compétente, pour l'application de la loi, comme connaissant une pénurie de main-d'œuvre;

Considérant que l'arrêté royal du 23 décembre 2008 a inséré un 20° à l'article 9 de l'arrêté royal du 9 juin 1999 et prévoit que cet article n'entrerait en vigueur que lorsque les articles 38*ter*, 38*quater* et 38*quinquies* de l'arrêté royal du 9 juin 1999 cesseraient d'être en vigueur;

Que cet article 9, 20°, de l'arrêté royal du 9 juin 1999 prévoit la dispense d'examen du marché régional du travail pour les ressortissants d'un Etat non-membre de l'Espace économique européen bénéficiant du statut de résidents de longue durée dans un autre Etat membre de l'Union européenne, sur base de la directive précitée;

Considérant que la dispense d'examen telle que prévue à l'article 9, 20°, de l'arrêté royal du 9 juin 1999 risque d'entraîner d'importantes perturbations du marché du travail;

Qu'en effet, compte tenu de la gravité de la crise économique subie par les pays du Sud de l'Europe, un accès automatique au marché régional wallon pour les résidents de longue durée pourrait entraîner une migration économique massive vers les autres Etats européens;

Considérant que pour d'une part, limiter ce risque en gardant un certain contrôle nécessaire quant à l'accès au marché de l'emploi de ressortissants de pays tiers et, d'autre part, respecter la volonté d'intégration telle que prévue dans la directive précitée, il convient de modifier l'article 9, 20°, de l'arrêté royal du 9 juin 1999 afin de maintenir pour les résidents de longue durée, le régime énoncé à l'article 38*septies* qui prévoit dans son premier alinéa une dérogation à l'article 8 de l'arrêté royal du 9 juin 1999 (examen du marché de l'emploi) pour les résidents de longue durée dont l'occupation concerne des professions reconnues comme connaissant une pénurie de main-d'œuvre;

Considérant que l'article 21, alinéa 2, de la directive précitée limite les restrictions quant à l'accès aux activités salariées des résidents de longue durée tombant dans son champ d'application, à une période ne dépassant pas douze mois;

Que dans le respect de cet alinéa 2, le présent arrêté prévoit d'insérer un 35° à l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 9 juin 1999 précité pour octroyer une dispense de permis de travail aux les ressortissants étrangers ayant obtenu le statut de résident de longue durée dans un autre Etat membre de l'Union européenne, en vertu d'une législation ou réglementation transposant la directive précitée pour autant qu'ils aient été occupés sous permis de travail B et pendant une période ininterrompue de douze mois;

Considérant qu'il est impératif pour éviter tout effet de bouleversement lié à des changements majeurs, successifs et rapprochés de l'arrêté royal du 9 juin 1999 en ce qui concerne les résidents de longue durée et engendrer des situations d'insécurité juridique quant au régime applicable à ces résidents, que le présent arrêté sorte ses effets au 1^{er} juillet 2015;

Considérant que le régime proposé par le présent arrêté pour les résidents de longue durée se calque sur le régime actuellement d'application et ce, jusqu'au 30 juin 2015, et octroie, en ce qu'il prévoit une dispense de permis de travail après une période de douze mois ininterrompue sous permis de travail B, un régime plus favorable à celui prévu à l'article 9, 20°, actuel;

Considérant que le présent arrêté doit être adopté dans les plus brefs délais afin de garantir après le 30 juin 2015, tant la sécurité juridique que la parfaite information des ressortissants étrangers ayant obtenu le statut de résident de longue durée dans un autre Etat membre de l'Union européenne, en vertu d'une législation ou réglementation transposant la directive précitée;

Considérant que pour ces différentes raisons, il s'agit d'un cas d'urgence qui dispense le Gouvernement wallon de solliciter l'avis du Conseil consultatif pour travailleurs étrangers, conformément à l'article 19, alinéa 1^{er}, de la loi du 30 avril 1999 précitée;

Vu l'avis 57.706/2 du Conseil d'Etat, donné le 22 juin 2015 en application de l'article 84,

§ 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition de la Ministre de l'Emploi;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 2 de l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1^{er}, est complété par le 35° rédigé comme suit :

« 35° les ressortissants étrangers ayant obtenu le statut de résident de longue durée dans un autre Etat membre de l'Union européenne, en vertu d'une législation ou réglementation transposant la Directive 2003/109/CE du Conseil du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée, pour autant qu'ils aient été occupés sous permis de travail B pendant une période ininterrompue de douze mois. »;

b) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Concernant le 35°, sont assimilées aux périodes de travail, les périodes d'incapacité totale de travail résultant d'une maladie professionnelle, d'un accident du travail ou d'un accident survenu sur le chemin du travail alors que l'intéressé était occupé. ».

Art. 2. L'article 5 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 23 décembre 2008 et par l'arrêté royal du 17 juillet 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. Par dérogation à l'article 4, § 2, de la loi, l'autorisation peut être accordée à l'employeur pour l'occupation de ressortissants visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, 34°, et à l'article 9, qui ont pénétré en Belgique avant que l'employeur ait obtenu l'autorisation d'occupation. ».

Art. 3. A l'article 9 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, le 20° est remplacé par ce qui suit :

« 20° de ressortissants étrangers qui ont obtenu le statut de résident de longue durée dans un autre Etat membre de l'Union européenne sur base de la Directive 2003/109/CE du Conseil de l'Union européenne du 25 novembre 2003 relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée pour autant que cette autorisation d'occupation concerne des professions reconnues, par l'autorité compétente, comme connaissant une pénurie de main-d'œuvre. »;

b) il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Concernant le 20°, l'autorisation d'occupation est délivrée dans les cinq jours ouvrables par l'autorité compétente, lorsque les conditions pour l'octroi de celle-ci sont remplies ».

Art. 4. Dans l'article 11 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 23 décembre 2008, les mots « et à l'article 38septies » sont abrogés.

Art. 5. Dans l'article 13 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 23 décembre 2008, les mots « et à l'article 38septies » sont abrogés.

Art. 6. Dans l'article 15 du même arrêté, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° des personnes visées à l'article 9, 9°, 10° et 20°. ».

Art. 7. Dans le même arrêté, les articles suivants sont abrogés :

1° l'article 38ter, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 17 juillet 2013;

2° l'article 38quater, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 19 décembre 2006;

3° l'article 38quinquies, inséré par l'arrêté royal du 12 avril 2004 et modifié par l'arrêté royal du 24 avril 2006;

4° l'article 38sexies, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 24 juin 2013;

5° l'article 38septies, inséré par l'arrêté royal du 23 décembre 2008;

6° l'article 38octies, inséré par l'arrêté royal du 23 décembre 2008.

Art. 8. L'arrêté royal du 23 mai 2006 relatif aux modalités d'introduction des demandes et de délivrances des autorisations d'occupation et de permis de travail visés à l'article 38quater, § 3, de l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers est abrogé.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2015.

Art. 10. La Ministre de l'Emploi est chargée de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 2 juillet 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme E. TILLIEUX

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/203254]

2 JULI 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers wat betreft de overgangsregeling die van toepassing is op de onderdanen van de nieuwe lidstaten van de Europese Unie en wat betreft de toegang tot de arbeidsmarkt voor de onderdanen van derde landen die langdurig in een andere lidstaat verblijven

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, de artikelen 4, § 2, 7 en 8, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 mei 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 11 juni 2015;

Gelet op het rapport van 23 juli 2015 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 9 juni 1999 zoals gewijzigd bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 24 juni 2013 een overgangsperiode voorziet inzake de toegang tot de arbeidsmarkt van toepassing op de Kroatische werknemers ten gevolge van de toetreding van Kroatië tot de Europese Unie op 1 juli 2013 overeenkomstig artikel 18 (Bijlage 5) van de Akte betreffende de voorwaarden voor de toetreding van de Republiek Kroatië en de aanpassing van het Verdrag betreffende de Europese Unie, het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie;

Overwegende dat gedurende twee jaar strengere maatregelen werden genomen met als doel om de toegang tot de Belgische arbeidsmarkt voor Kroatische onderdanen, en hun beperkt gezin, in te perken, door voor hen een verplichting in te voeren tot het verkrijgen van een arbeidsvergunning en een arbeidskaart model B vóór elke tewerkstelling door een Belgische werkgever;

Overwegende dat deze periode van twee jaar momenteel beëindigd is en dat de lidstaten aan de Europese Commissie moeten laten weten of ze deze strengere maatregelen al dan niet blijven toepassen, en dat bij gebrek aan een kennisgeving betreffende de voortzetting van de overgangsbepalingen, het beginsel van vrij verkeer van de Kroatische werknemers vanaf 1 juli 2015 van toepassing zal zijn;

Overwegende dat de Waalse arbeidsmarkt niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een ontregeling zoals gevreesd kon worden op het ogenblik van de toetreding van Kroatië;

Dat het behoud van de overgangsbepalingen na 30 juni 2015 op economisch vlak geenszins gerechtvaardigd is, de strengere maatregelen zullen niet worden verlengd en de artikelen 38ter, 38quater en 38quinquies van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 zullen na 30 juni 2015 buiten werking treden, zoals bepaald in artikel 38sexies;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd als volgt :

Overwegende dat het einde van de overgangsmaatregelen voor de Kroatische onderdanen door de toepassing van artikel 38octies van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 een gevolg heeft op de legale toestand van de onderdanen van een Staat die geen lid is van de Europese Economische Ruimte en met de status van langdurig ingezetene onderdanen in een andere lidstaat van de Europese Unie die onder de toepassing valt van Richtlijn 2003/109/EG van de Raad van 25 november 2003 betreffende de status van langdurig ingezetene onderdanen van derde landen;

Dat, overeenkomstig artikel 38octies, artikel 38septies van hetzelfde besluit immers zou ophouden van kracht te zijn op hetzelfde ogenblik als de artikelen 38ter, 38quater en 38quinquies betreffende de overgangsbepalingen voor de Kroatische onderdanen;

Overwegende dat voornoemde Richtlijn tot doel heeft om de integratie van de onderdanen van derde landen die langdurig in de Europese landen verblijven, te vergemakkelijken door de status van langdurig ingezetene onderdaan onder bepaalde voorwaarden toe te kennen;

Overwegende dat voornoemde Richtlijn in artikel 14 een recht voorziet om in een andere lidstaat te verblijven met de mogelijkheid, als de langdurig ingezetene een economische activiteit als werknemer of als zelfstandige wil uitoefenen, om de situatie van de arbeidsmarkt te bezien vóór de toekenning van een arbeidskaart aan de ingezetene;

Overwegende dat artikel 38septies van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 bepaalt dat in afwijking van artikel 8, er voor de toekenning van de arbeidskaart geen rekening gehouden wordt met de toestand van de arbeidsmarkt wanneer het gaat om onderdanen van een land dat geen lidstaat is van de Europese Economische Ruimte die de status van langdurig ingezetene onderdaan verworven hebben in een andere lidstaat van de Europese Unie, op basis van de bovenvermelde Richtlijn, en voor zover deze arbeidsvergunning betrekking heeft op beroepen waarvoor de bevoegde overheid, voor de toepassing van de wet, erkend heeft dat er zich een tekort aan arbeidskrachten voordoet;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 23 december 2008 een punt 20° heeft ingevoegd in artikel 9 van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 en dat dit punt bepaalt dat dit artikel pas van kracht zou zijn wanneer de artikelen 38ter, 38quater en 38quinquies van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 zouden ophouden van kracht te zijn;

Dat dit artikel 9, punt 20°, van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 bepaalt dat er geen rekening wordt gehouden met de toestand van de gewestelijke arbeidsmarkt voor de onderdanen van een Staat die geen deel uitmaakt van de Europese Economische Ruimte, en die de verblijfsstatus van langdurig ingezetene onderdaan in een andere lidstaat van de Europese Unie hebben verkregen op basis van de bovenvermelde Richtlijn;

Overwegende dat het feit dat er geen rekening wordt gehouden met de toestand van de arbeidsmarkt zoals bedoeld in artikel 9, punt 20°, van het koninklijk besluit van 9 juni 1999, een belangrijke ontregeling van de arbeidsmarkt zou kunnen teweegbrengen;

Dat, rekening houdend met de ernst van de economische crisis in de landen van Zuid-Europa, een automatische toegang tot de Waalse gewestelijke markt voor de langdurig ingezetene onderdanen immers een massale economische migratie naar de andere Europese staten zou kunnen veroorzaken;

Overwegende dat om, enerzijds, dit risico te beperken door een noodzakelijke bepaalde controle te houden wat betreft de toegang tot de arbeidsmarkt voor de onderdanen van derde landen en anderzijds, de wil tot integratie naleven zoals bedoeld in de bovenvermelde Richtlijn, artikel 9, punt 20° van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 moet worden gewijzigd om voor de langdurig ingezetene onderdanen het stelsel vermeld in artikel 38septies te behouden dat in zijn eerste lid een afwijking van artikel 8 van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 (onderzoek van de arbeidsmarkt) voorziet voor de langdurig ingezetene onderdanen van wie de tewerkstelling beroepen betreft waarvoor er zich een tekort aan arbeidskrachten voordoet;

Overwegende dat artikel 21, tweede lid, van de bovenvermelde Richtlijn de beperkingen betreffende de toegang tot de activiteiten als werknemer van de langdurig ingezetene onderdanen die onder haar toepassingsgebied vallen, tot een periode van ten hoogste twaalf maanden beperkt.

Dat met inachtneming van dit tweede lid, dit besluit voorziet om een punt 35° in te voegen in artikel 2, eerste lid, van het bovenvermelde koninklijk besluit van 9 juni 1999 om een vrijstelling van arbeidskaart toe te kennen aan de buitenlandse onderdanen die de verblijfsstatus van langdurig ingezetene onderdaan in een andere lidstaat van de Europese Unie hebben verkregen krachtens een wetgeving of regelgeving tot omzetting van de bovenvermelde Richtlijn, voor zover zij met een arbeidskaart model B gedurende een ononderbroken periode van twaalf maanden werden tewerkgesteld;

Overwegende dat het absoluut noodzakelijk is dat dit besluit uitwerking heeft op 1 juli 2015 om elke verwarring te vermijden in verband met de belangrijke, opeenvolgende en naderende veranderingen van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 wat betreft de langdurig ingezetene onderdanen en toestanden van juridische onzekerheid in verband met de regeling die op deze ingezetenen van toepassing is, te veroorzaken;

Overwegende dat de regeling voorgesteld door dit besluit voor de langdurig ingezetene onderdanen de regeling die momenteel van toepassing is en dit, tot 30 juni 2015, nabootst en een regeling voorziet die gunstiger is dan de regeling bedoeld in het huidige artikel 9, punt 20°, daar zij een vrijstelling van de arbeidskaart na een ononderbroken periode van twaalf maanden met een arbeidskaart B voorziet;

Overwegende dat dit besluit zo spoedig mogelijk moet worden aangenomen om na 30 juni 2015 zowel de rechtszekerheid als de perfecte informatie te garanderen van de buitenlandse onderdanen die de verblijfsstatus van langdurig ingezetene onderdaan in een andere lidstaat van de Europese Unie hebben verkregen, en dit, krachtens een wetgeving of regelgeving tot omzetting van de bovenvermelde Richtlijn;

Overwegende dat het hier om deze verscheidene redenen gaat om een spoedgeval die de Waalse Regering vrijstelt van het advies aan te vragen van de Adviesraad voor de tewerkstelling van buitenlandse werknemers overeenkomstig artikel 19, eerste lid, van de bovenvermelde wet van 30 april 1999;

Gelet op het advies nr. 57.706/2 van de Raad van State, gegeven op 22 juni 2015 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het eerste lid wordt aangevuld met een punt 35°, luidend als volgt :

“35° de buitenlandse onderdanen die de verblijfsstatus van langdurig ingezetenen onderdaan in een andere lidstaat van de Europese Unie hebben verkregen krachtens een wetgeving of regelgeving tot omzetting van de Richtlijn 2003/109/EG van de Raad van 25 november 2003 betreffende de status van langdurig ingezetenen onderdanen van derde landen, voor zover zij met een arbeidskaart model B gedurende een ononderbroken periode van twaalf maanden werden tewerkgesteld.”;

b) er wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Wat punt 35° betreft, worden met arbeidsperiodes gelijkgesteld de periodes van algehele arbeidsongeschiktheid als gevolg van een beroepsziekte, een arbeidsongeval of een ongeval op de weg naar en van het werk, die zich voordeden op een moment dat de betrokkene werd tewerkgesteld. ».

Art. 2. Artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 december 2008 en bij het koninklijk besluit van 17 juli 2012, wordt vervangen als volgt :

“Art. 5. In afwijking van artikel 4, § 2, van de wet, mag de vergunning worden toegekend aan de werkgever voor de tewerkstelling van onderdanen bedoeld in artikel 2, eerste lid, punt 34°, en in artikel 9, die België zijn binnengekomen om er tewerkgesteld te worden vooraleer de werkgever de arbeidsvergunning heeft bekomen.”.

Art. 3. In artikel 9 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 november 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid, wordt punt 20° vervangen als volgt :

“20° de buitenlandse onderdanen die de verblijfsstatus van langdurig ingezetenen onderdaan in een andere lidstaat van de Europese Unie hebben verkregen op basis van de Richtlijn 2003/109/EG van de Raad van de Europese Unie van 25 november 2003 betreffende de status van langdurig ingezetenen onderdanen van derde landen voor zover deze arbeidsvergunning betrekking heeft op beroepen waarvoor de bevoegde overheid erkend heeft dat er zich een tekort aan arbeidskrachten voordoet.”;

b) het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

“Wat punt 20° betreft, wordt de arbeidsvergunning door de bevoegde overheid afgeleverd binnen vijf werkdagen wanneer de voorwaarden voor de toekenning ervan worden vervuld”.

Art. 4. In artikel 11 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 december 2008, worden de woorden “en artikel 38septies” geschrapt.

Art. 5. In artikel 13 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 december 2008, worden de woorden “en artikel 38septies” geschrapt.

Art. 6. In artikel 15 van hetzelfde besluit wordt punt 2° vervangen als volgt :

“2° van personen bedoeld in artikel 9, 9°, 10° en 20°.”.

Art. 7. In hetzelfde besluit worden de volgende artikelen opgeheven :

1° artikel 38ter, voor het laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 juli 2013;

2° artikel 38quater, voor het laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 december 2006;

3° artikel 38quinquies, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 12 april 2004 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 april 2006;

4° artikel 38sexies, voor het laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 juni 2013;

5° artikel 38septies, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 23 december 2008;

6° artikel 38octies, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 23 december 2008;

Art. 8. Het koninklijk besluit betreffende de modaliteiten van indiening van de aanvragen en aflevering van de arbeidsvergunningen en arbeidskaarten bepaald in artikel 38quater, § 3, van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, wordt opgeheven.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking op 1 juli 2015.

Art. 10. De Minister van Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 2 juli 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Mevr. E. TILLIEUX

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/203255]

2 JUILLET 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif aux services d'accompagnement en accueil de type familial pour personnes handicapées, aux services d'aide précoce et services d'accompagnement pour adultes et aux services d'aide à l'intégration des jeunes handicapés

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'article 283;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, donné le 25 septembre 2014;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 janvier 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 février 2015;